



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Annonce de l'envoi de 800 militaires français supplémentaires face à une situation toujours plus précaire

Bangui (Agence Fides)- La tension est palpable à Bangui, capitale de la République centrafricaine, suite à la diffusion de rumeurs portant sur l'infiltration en ville de groupes d'autodéfense antibalaka, nés pour contrer les injustices perpétrées par les anciens rebelles de la Seleka qui ont pris le pouvoir en mars, chassant le Président François Bozizé et mettant à sa place Michel Djotodia.

Les groupes antibalaka se sont déjà heurtés dans le cadre d'affrontements aux hommes de la Seleka dans différentes zones du pays, en particulier dans le nord-ouest, aux environs de Bossangoa, et dans l'ouest, à Bouar. Face à la situation précaire en Centrafrique, la France a annoncé qu'elle s'apprête à envoyer sur place 800 militaires supplémentaires, qui rejoindront les 410 déjà présents sur place pour assurer la sécurité de l'aéroport de Bangui.

La mission de ces militaires sera de fournir un soutien aux militaires africains de la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique). La diplomatie française cherche actuellement en outre à faire adopter par le Conseil de Sécurité de l'ONU une résolution visant à renforcer la MISCA pour être en mesure éventuellement de la transformer en une force de paix sous l'égide des Nations unies.

La crainte de différents observateurs est que la République centrafricaine ne sombre dans un conflit confessionnel entre chrétiens et musulmans – la coalition Seleka étant formée en grande partie de musulmans, y compris étrangers – et que, dans le chaos ainsi provoqué, ne viennent s'insérer des groupes djihadistes. (L.M.) (Agence Fides 26/11/2013)